



**MINISTÈRE
DE L'ACTION
ET DES COMPTES
PUBLICS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
des Finances publiques**

Direction régionale des Finances publiques
d'Ile-de-France et de Paris
PÔLE PILOTAGE ET RESSOURCES
94 rue Réaumur
75002 PARIS
Téléphone : 01 44 50 45 45
Mél. : drfip75.ppr.immobilier@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

DIVISION IMMOBILIER
Affaire suivie par : Françoise Martin
Téléphone : 01 44 89 75 41
Mel : francoise-a.martin@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : DRFIP75-TOIP-LON

**MARCHÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE
CONFORMÉMENT AUX ARTICLES L 2123-1, R2123-1 À
3, R2132-2 ET 3 DU CODE DE LA COMMANDE
PUBLIQUE**

**MARCHÉ DE TRAVAUX DE MISE A NIVEAU DU RESEAU DE COURANT FAIBLE
INFORMATIQUE AVANT PASSAGE A LA TOIP AU CENTRE DES FINANCES
PUBLIQUES SIS 5 RUE DE LONDRES - 75009 PARIS**

Cahier des clauses administratives particulières

réf. : **DRFIP75-TOIP-LON**

CCAG Travaux du 30/03/2021

*Ministère des comptes publics
Direction Générale des Finances Publiques
Direction Régionale des Finances Publiques d'Ile-de-France et de Paris*

Table des matières

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1 : 1 Objet du marché

1. OBJET DU Marché - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1 : Objet du marché.....	3
1.2 : Lot.....	3
1.3 : Maître d'Œuvre.....	3
1.4 : Contrôleur technique.....	3
1.5 : Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.....	3
Les travaux de bâtiment et de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises sur un chantier temporaire ou sur un chantier clos et indépendant relèvent du régime du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil (articles L. et R. 4532-1 et suivants du code du travail...)	3
2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	3
2.1 : Pièces particulières :	4
2.2 : Pièces générales :	4
3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES...4	
3.1 : Répartition des paiements.....	4
3.2 : Variation du prix.....	4
3.2.1 : Mois d'établissement du prix.....	4
3.2.2 : Index de référence pour la variation des prix.....	4
3.2.3 : Révision du prix.....	4
3.2.4 : Modalités d'actualisation du prix.....	4
3.3 : Règlement des comptes.....	4
3.3.1 : Modalités du règlement des comptes.....	4
3.3.2 : Travaux non prévus.....	4
Travaux ou fournitures de même nature.....	4
Travaux ou fournitures de nature différente.....	4
3.4 : Paiements des sous-traitants.....	5
3.4.1 : Désignation de sous-traitants.....	5
3.4.2 : Modalités de paiement direct.....	5
3.5 : Délai de paiement - intérêts moratoires (articles R2192-10, R2192-27 à 29 et R2192-31 à 36 du code de la commande publique).....	5
3.6 : Règlement du solde.....	6
3.7 : Application de la TVA.....	6
4 : DELAI D'EXECUTION – PENALITES.....	6
4.1 : Délai d'exécution des travaux.....	6
4.2 : Pénalités pour retard.....	6
4.2.1 : Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	6
4.2.2 : Pénalités pour retard ou absence aux réunions de chantier et aux opérations de réception.....	6
4.3 : Pénalités pour non respect du planning d'intervention.....	6
4.4 : Pénalités pour non remise en état des locaux après intervention.....	6
4.5 : Repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux.....	6
4.6 : Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	6
5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	6
5.1 : Retenue de garantie.....	6
5.2 : Avance.....	7
6 : EXECUTION DES TRAVAUX.....	7
6.1 : Détail des travaux.....	7
6.2 : Période de préparation.....	7
6.3 : Clauses environnementales.....	7
6.3.1 : Clauses d'exécution.....	7
6.3.2 : Déchets de chantier.....	7
6.3.3 : Chantier propre.....	7
6.3.4 : Qualité et origine des produits.....	8
7 : RECEPTION DES TRAVAUX.....	8
7.1 : Réception.....	8
7.2 : Documents fournis après exécution.....	8

7.3 : Parfait achèvement.....	8
7.4 : Assurances.....	8
8 : RECOURS.....	8
8.1 : Instance chargée des procédures de recours.....	8
8.2 : Organe chargé des procédures de médiation.....	8
8.3 : Introduction des recours.....	9
9 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	9

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 : Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les conditions d'exécution des travaux de mise à niveau du réseau de courant faible informatique avant passage à la TOIP du site des finances publiques situé 5 rue de Londres 75009 PARIS 9^e.

Les travaux seront réalisés en site occupé. Des horaires décalés sont à prévoir.

Pour le lot 1

Les travaux de câblage se déroulant dans les bureaux et les circulations du site occupé doivent être réalisés en soirée, de nuit et/ou le samedi.

Les travaux bruyants hors bureaux et circulations sont à réaliser en horaires décalés (avant 9h00 - après 17h00 et/ou le samedi).

Le surcoût dû à ces sujétions doit être intégré directement dans le chiffrage au DPGF.

Pour le lot 2

Les travaux bruyants sont à réaliser en horaires décalés (avant 9h00 - après 17h00 et/ou le samedi).

Le surcoût y afférent doit être intégré directement dans le chiffrage du DPGF.

Le marché comporte une clause environnementale : il est demandé le tri des déchets ainsi que le réemploi ou le don des matériaux déposés.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 : Lot

Le marché comporte 2 lots.

- lot 1 : Travaux courant faible VDI

- lot 2 : Aménagement des locaux techniques

1.3 : Maître d'Œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études techniques BEVM 2 rue Mably 21000 Dijon représentée par M. Nicolas Malley tel : 03 80 68 06 80 – mel : n.malley@bevm.fr.

1.4 : Contrôleur technique

Un contrôleur technique, rémunéré par le maître d'ouvrage exerce, dès la conception, un contrôle, conformément à la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. La mission du contrôleur technique est régie par les dispositions du code de la construction et de l'habitation.

Le contrôleur technique est en cours de désignation.

1.5 : Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

Les travaux de bâtiment et de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises sur un chantier temporaire ou sur un chantier clos et indépendant relèvent du régime du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil (articles L. et R. 4532-1 et suivants du code du travail).

Le coordonnateur est en cours de désignation.

2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

2.1 :Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes,
- Le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

2.2 :Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) travaux applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 : Répartition des paiements

Les paiements seront répartis entre l'entrepreneur titulaire du marché et ses sous-traitants comme indiqué dans l'acte d'engagement et la déclaration de sous-traitance.

Dans le cadre d'un groupement, l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire et à ses cocontractants le cas échéant.

3.2 : Variation du prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.2.1 : Mois d'établissement du prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 défini à l'acte d'engagement (ATTRI1) soit juin 2025.

3.2.2 : Index de référence pour la variation des prix

Lot 1 BT 47

Lot 2 BT 01

3.2.3 : Révision du prix

Sans objet.

3.2.4 : Modalités d'actualisation du prix

Les prix, figurant à l'acte d'engagement, sont fermes et définitifs, pendant toute la durée des travaux.

Toutefois, le prix du marché pourra être actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date ou le mois d'établissement du prix figurant dans le marché et la date de l'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations.

Pour actualiser le marché au mois « m », il convient d'appliquer au prix le coefficient d'actualisation ainsi calculé : $C = I(m-3) / I m0$

$I(m-3)$ = valeur de l'index aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations et $I m0$ = valeur de l'index au mois m0.

La valeur de C est arrondie au millième supérieur.

3.3 : Règlement des comptes

3.3.1 : Modalités du règlement des comptes

Le titulaire envoie une situation périodique au maître d'œuvre via Chorus Pro et en transmet une copie par mail au maître d'ouvrage. Elle fait figurer entre autres l'état d'avancement des travaux, les montants correspondants et les montants déjà facturés.

Le maître d'œuvre imprime le document, vérifie l'exactitude des montants indiqués par le titulaire et lui notifie via l'application les éventuelles rectifications à apporter ou l'accepte en l'état. Il scanne alors le document sur lequel il a apposé le service fait et le transmet à la maîtrise d'ouvrage via Chorus Pro. Celle-ci imprimera le document et y apposera le service fait si elle est d'accord et le renverra à la société via l'application au cas contraire. Le document validé sera transmis au comptable pour paiement.

3.3.2 : Travaux non prévus

Pour le règlement des travaux ou fournitures non compris dans le prix global et forfaitaire, il sera fait application des dispositions suivantes :

Travaux ou fournitures de même nature

S'il s'agit de travaux ou fournitures de même nature que ceux figurant sur la décomposition du prix global et forfaitaire, il sera fait application des prix d'unité figurant sur cette décomposition révisés le cas échéant par application de la formule prévue au présent CCAP pour la révision des prix.

Travaux ou fournitures de nature différente

Pour les travaux ou fournitures de nature différente de ceux figurant sur la décomposition de prix, il sera fait application :

- s'il s'agit de travaux, des prix librement débattus entre les parties ;
 - s'il s'agit de fournitures seules, des prix réglés au déboursé réel ;
- ces prix ne seront ni actualisables, ni révisables.

3.4 : Paiements des sous-traitants

3.4.1 : Désignation de sous-traitants

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au pouvoir adjudicateur un formulaire de type DC4 (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>).

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il est justifié qu'il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception un formulaire de type DC4 (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>).

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

3.4.2 : Modalités de paiement direct

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues pour la partie de la prestation exécutée et que la personne responsable du marché devra faire régler à chaque sous-traitant.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, un mécanisme d'auto-liquidation de la TVA est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujéti à la TVA.

Ainsi la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre.

Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

Mécanisme d'auto-liquidation :

Désormais, la taxe doit être acquittée par le preneur, c'est à dire l'entrepreneur titulaire du marché.

- L'entreprise sous-traitante ne doit plus facturer la TVA relative à ces travaux. Les factures doivent comporter la mention « Autoliquidation » justifiant l'absence de collecte de la taxe pour le sous-traitant et faire apparaître clairement que la TVA est due par le preneur assujéti.

- L'entreprise principale est redevable de la TVA sur les travaux immobiliers qu'elle sous-traite.

En cas de paiement direct du sous-traitant, le Maître d'ouvrage doit le payer sur une base hors taxe et l'entrepreneur principal auto-liquide la TVA.

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues pour la partie de la prestation exécutée et que la personne responsable du marché devra faire régler à chaque sous-traitant.

Les mandats au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et du solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des paiements (hors intérêts moratoires) effectués au profit d'un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix stipulé dans l'acte d'engagement ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial correspondant, ne peut excéder le montant à sous-traiter.

3.5 : Délai de paiement - intérêts moratoires (articles R2192-10, R2192-27 à 29 et R2192-31 à 36 du code de la commande publique)

Conformément aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le délai global de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants, est de trente (30) jours.

Le délai de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes. Pour les pouvoirs adjudicateurs dotés d'un comptable public, cette suspension ne peut intervenir qu'avant l'ordonnancement de la dépense. La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au créancier par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. À compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises,

diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.6 :Règlement du solde

Le règlement du solde des travaux ne peut être mis en paiement que si les éléments nécessaires à la réalisation du DOE et au DIUO ont été fournis.

3.7 :Application de la TVA

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

4 : DELAI D'EXECUTION – PENALITES

4.1 : Délai d'exécution des travaux

La durée d'exécution des travaux faisant l'objet du marché public à compter de la date de notification du marché est de 10 mois pour la totalité des travaux dont 1 mois de période de préparation de chantier.

Il ne s'agit pas de la durée de validité du marché.

4.2 : Pénalités pour retard

4.2.1 : Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Les pénalités journalières de retard sont fixées à 1/1000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

La même pénalité sera appliquée pour non démarrage ou la fin d'une tâche à la date indiquée sur le calendrier.

4.2.2 : Pénalités pour retard ou absence aux réunions de chantier et aux opérations de réception

En cas d'absence ou de retard supérieur à quinze minutes à une réunion de chantier à laquelle l'entreprise a été dûment convoquée celle-ci se verra appliquer sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 100 € HT.

Est considérée comme absence la représentation de l'entreprise par des personnes non qualifiées.

Le montant des pénalités pour absence ou retard sera déduit du décompte.

4.3 :Pénalités pour non respect du planning d'intervention

En cas de non respect du planning communiqué pour l'exécution des travaux en horaires décalés et en compensation des éventuelles prestations de gardiennage commandées inutilement par le maître d'ouvrage, les pénalités sont fixées à 500€ HT par jour d'intervention non décommandé 10 ouvrés jours à l'avance.

4.4 :Pénalités pour non remise en état des locaux après intervention

En cas de constatation du moindre désordre suite à une intervention (poussière, meuble déplacés, dalle de plancher technique, dalle de moquette non remise en place, non remise en état de fonctionnement de l'installation,...) les pénalités sont fixées à 500€ HT par désordre.

4.5 : Repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux

100 € HT par jour calendaire pour non exécution d'une demande de la maîtrise d'œuvre dans les CRC et à compter du rendez-vous de chantier suivant.

4.6 : Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Le DOE (dossier des ouvrages exécutés) devra être remis au plus tard lors de la réception des travaux.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur (Dossier des ouvrages exécutés) conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue de 5 % hors taxes du montant global hors taxes du marché sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20-6 du CCAG, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Avant la réception des travaux, l'entrepreneur fournira 3 exemplaires papiers du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ainsi qu'une copie informatique sur clé USB (les pièces graphiques devront être transmises à la fois sous le format Autocad et sous le format Adobe Acrobat Reader) avec localisation des interventions, notices d'entretien et instructions pour le bon fonctionnement des installations.

5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 :Retenue de garantie

Il ne sera appliqué aucune retenue de garantie.

5.2 : Avance

Conformément aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique , une avance de 30 % est accordée au titulaire lorsque le montant des prestations dont il est chargé est supérieur à 50 000 euros HT, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Application des articles L2191-2 et 3 et R2191-3 et suivants du code de la commande publique.

6 : EXECUTION DES TRAVAUX

6.1 :Détail des travaux

Les travaux sont décrits dans le CCTP et ses annexes.

6.2 :Période de préparation

Une période de préparation de 1 mois est prévue pour cette opération.

Au cours de cette période, il sera procédé entre autres aux opérations énoncées ci-après :

L'entrepreneur devra dans un délai de 10 jours suivant la date de notification de début des travaux, remettre au maître d'œuvre, pour approbation :

- le projet complet des installations
- l'EXE et les notes de calcul
- les déclarations de sous-traitance éventuelles

L'entrepreneur devra, dans un délai d'un mois suivant la date de notification de début des travaux, procéder entre autres aux opérations énoncées ci-après :

- élaboration du calendrier détaillé d'exécution pour validation par la maîtrise d'œuvre et le contrôleur technique
- établissement du plan de prévention
- constat contradictoire de l'état des lieux (en l'absence d'état des lieux, tout dégât constaté doit être réparé par l'entreprise ou le montant de la réparation sera déduit des sommes qui lui sont dues).

6.3 : Clauses environnementales

6.3.1 : Clauses d'exécution

Le titulaire est réputé connaître et mettre en oeuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Il est mis en place une « clause cliquet » relative aux performances carbone, énergétique et qualité environnementale : en cas de modification dans l'exécution des prestations prévues au CCTP du lot concerné, quelle qu'en soit l'origine, le titulaire propose dans son devis une solution nouvelle qui ne peut qu'améliorer la performance carbone, la performance énergétique et la qualité environnementale

des systèmes, équipements et matériaux employés, ou à défaut les maintenir. En cas d'impossibilité pour des raisons d'ordre techniques dûment motivées, le titulaire propose une compensation carbone, énergétique ou environnementale sur une autre partie des prestations exécutées.

6.3.2 : Déchets de chantier

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux. Les déchets doivent être évacués et triés dans les bennes prévues à cet effet. Les déchets seront valorisés (y compris identification et localisation des sites de traitement).

Les produits de démolition feront si possible l'objet d'un recyclage dans le cadre d'un réemploi ou d'une transmission pour entrer dans le cadre d'une économie circulaire. La société Titulaire devra justifier dans son mémoire technique de l'utilisation ou de la mise en décharge des produits de démolition. Le sous-traitant éventuel devra répondre aux mêmes obligations.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets conformément à ce qu'il aura présenté dans son offre. Le titulaire doit être en mesure, à tout moment, de justifier la traçabilité de ses déchets.

6.3.3 : Chantier propre

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à respecter la charte « chantier propre », qui est

contractualisée.

Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement. Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent :

- Il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier ;
- Il a à sa charge les moyens techniques mis en oeuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux ;
- Il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est pros crit.

Le titulaire signale au maître d'oeuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

6.3.4 : Qualité et origine des produits

Le titulaire présentera la provenance et la qualité des produits proposés.

Les différents lieux de fabrication et le bilan des émissions de gaz à effet de serre seront présentés avec les fiches produit. Les produits équivalents présentant une plus faible émission de GES seront privilégiés.

Les sous-traitants éventuels devront présenter des produits en adéquation avec ce qui sera présenté par l'entreprise.

7 : RECEPTION DES TRAVAUX

7.1 : Réception

Pas de stipulation particulière. Application de CCAG Travaux.

7.2 : Documents fournis après exécution

Voir CCTP et CCAG.

Voir article 4.6 du CCAP pour les délais et retenues.

7.3 : Parfait achèvement

Le maître d'ouvrage procède, l'entrepreneur ayant été convoqué, à une visite de parfait achèvement à l'expiration du délai d'un an de parfait achèvement.

En cas d'absence de l'entrepreneur à ces opérations, il en est fait mention au procès verbal et ce procès verbal lui est alors notifié.

7.4 : Assurances

Application de l'article 8 du CCAG Travaux. En cas de non-respect de ces dispositions, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché correspondant aux frais et risques du titulaire.

8 : RECOURS

8.1 : Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif, 7, rue de Jouy, 75004 Paris. Tél : 01.44.59.44.00. E-mail : greffe.ta-paris@jiradm.fr

8.2 : Organe chargé des procédures de médiation

Pour la saisine du comité consultatif, les délais sont de deux mois à compter de la notification de la lettre de rejet. Il est à noter que la saisine du comité suspend les délais de recours contentieux jusqu'à la décision prise par le pouvoir adjudicateur après avis du comité (articles L2197-1 à 7 et R2197-1 à 7 du code de la commande publique).

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics, Préfecture de région Ile-de-France, Monsieur le Préfet de Paris, 29, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS CEDEX.

8.3 :Introduction des recours

Précisions concernant les délais d'introduction des recours : Recours auprès du Greffe du Tribunal administratif : 7, rue de Jouy 75004 PARIS ; dans les délais suivants :

- recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses pouvant être formé par tout concurrent évincé à compter de la signature du contrat et dans un délai maximum de deux mois après accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.
- référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L.551-1 du code de justice administrative) en cas de manquement à une obligation de » publicité et de mise en concurrence.
- recours pour excès de pouvoir : deux mois à compter de la notification ou de la publication des actes détachables du contrat (article R. 421-1 du code de justice administrative).

9 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants du CCAG travaux :

- dérogation aux articles 12.1 et 12.2 du CCAG travaux par l'article 3.4.1 du présent CCAP
- dérogation aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG travaux par l'article 3.7 du présent CCAP
- dérogation à l'article 19 du CCAG travaux par l'article 4.2, 4.3 et 4.4 du présent CCAP